



## NOTRE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN ET L'HYPOCRISIE DE NOS GOUVERNANTS

*Tous les jours nous arrivent les images de ces quartiers dévastés des principales villes d'Ukraine. On compte aujourd'hui plus de deux millions de réfugiés. S'y ajoutent les déplacés de l'intérieur, fuyant les grandes villes pour rejoindre les régions non encore atteintes par la guerre. Ici, des gestes de solidarité envers le peuple ukrainien se sont multipliés ces derniers jours : manifestations contre la guerre, proposition d'accueil de réfugiés, collectes de secours à envoyer là-bas. On ne peut que s'en réjouir.*

Mais quelle hypocrisie de nos gouvernants quand ils prétendent que c'est au nom de cette solidarité qu'ils vont nous faire payer un peu à nous aussi le prix de la guerre, coût de l'essence, hausse des budgets militaires !

L'envolée des prix, les menaces de pénuries existaient déjà. Elles s'accroissent avec cette guerre en Ukraine qui aggrave la situation des travailleurs du monde entier, en particulier russes et surtout ukrainiens.

Ici, le litre d'essence qui dépasse désormais les deux euros n'est pas que le fruit de la guerre de Poutine. Il est celui de la guerre économique que se livrent les grandes puissances et leurs trusts à cette occasion. S'y ajoute la spéculation des compagnies pétrolières par anticipation des pénuries et de hausses de prix à venir.

Les 15 centimes promis par Castex ne compenseront pas l'augmentation des frais de transport. À côté, Bruno Le Maire a annoncé encore 22 milliards d'euros de soutien à l'économie, après les 100 milliards du plan de relance. Des cadeaux aux grandes entreprises, qui vont alimenter l'inflation sur le dos des travailleurs et des toutes petites entreprises, et dont il compte nous présenter la note.

### Des sanctions contre-productives

Les politiciens de tous bords se réjouissent des sanctions économiques prises contre la Russie, quand ils ne proposent pas (Hollande, Jadot) d'en

rajouter. Mais, plus que Poutine, c'est la population russe qui subit l'inflation et les fermetures d'entreprises. Les « oligarques », eux, naviguent dans les paradis fiscaux et se rachèteront sans peine les yachts qu'on pourrait leur saisir.

Et si les sanctions ruinent la population russe, Poutine cherchera à s'en servir pour tenter de regrouper autour de lui, au nom du nationalisme d'un pays assiégé, et justifier sa politique guerrière.

### La guerre économique sur le dos des peuples

Ces sanctions économiques n'arrêteront pas la guerre : elles sont la guerre économique que se livrent les grandes puissances et leurs trusts gaziers et pétroliers respectifs.

Avec quelques intérêts divergents entre alliés occidentaux eux-mêmes : les USA tiennent à vendre leur gaz à la place du gaz russe ; pour les capitalistes allemands ou français, s'en priver n'est pas simple, et ils marchandent sur l'ampleur des sanctions à infliger.

En attendant, sans aucune honte, Bruno Le Maire nous recommande de baisser le chauffage en « solidarité ». Pendant que la guerre d'Ukraine et les sanctions occidentales accroissent les risques de pénuries et de famines dans des pays comme l'Égypte, le Liban ou la Tunisie, qui dépendent des importations de blé ukrainien ou russe.

### Guerre à la guerre

S'il y a une vraie lutte contre cette guerre sanglante de Poutine, c'est la résistance du peuple ukrainien. Ce sont aussi les manifestations qui se déroulent en Russie des opposants à la guerre, malgré les interdictions, les persécutions et les milliers d'arrestations. Et les jeunes soldats russes du contingent, qu'on envoie tuer (et se faire tuer) en Ukraine, pourraient bien, demain, s'avérer plus sensibles au sort de leurs frères d'Ukraine qu'aux ordres de leurs officiers, entre deux peuples qui ont un long passé commun, partagent les mêmes conditions de vie et de misère, et ont souvent des liens familiaux directs. C'est à ces opposants-là à la guerre que va notre solidarité.

**Troupes russes hors d'Ukraine ! Liberté pour les peuples, affranchis de toute domination extérieure !**



## **L'acharnement répressif doit cesser**

Le jugement concernant Maria, secrétaire CGT de Paris 11, et Sébastien, notre ancien collègue de Paris 15, représentant Sud, a été rendu. L'ancien directeur de Paris 11 qui les poursuivait (depuis 2011 !), avec la complicité de La Poste, pour « dénonciation calomnieuse » a une nouvelle fois été débouté.

Mais l'acharnement de La Poste à sanctionner les postiers qui ne se laissent pas faire ne s'arrête pas là. De nombreux militants et collègues sont actuellement menacés, dans le Calvados, à Nanterre, à La Réunion, à Bordeaux, dans le Vaucluse, etc. Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique répressive.

## **Le pouvoir (d'achat) ne se donne pas, il se prend**

Les négociations salariales se terminent à La Poste. La direction propose 2 % d'augmentation pour les contractuels des classes I et II. Avec une inflation à 3,5 % sur un an (et beaucoup plus sur l'énergie, les transports, les produits frais, l'habillement ou... les tarifs postaux), c'est une baisse de salaire réel que nous annonce La Poste. Pour les fonctionnaires, le gouvernement annonce une hausse « d'ici l'été ». Il était temps après dix ans de gel, mais les prix, eux, n'attendent pas !

Avec 2,1 milliards de bénéfiques en 2021, ce n'est pas l'argent qui manque à La Poste. Dans plusieurs entreprises depuis l'automne, des salariés ont arraché des hausses de salaires dignes de ce nom par la grève. Voilà des exemples à généraliser.

## **La Poste fait des bénés sur les chômeurs**

La Poste gère elle-même la caisse d'allocation chômage pour les agents, notamment CDD, qu'elle met à la porte. Pour ces collègues, c'est la double peine, car pour toucher leurs allocations, c'est souvent la croix et la bannière, entre les retards de paiements et les demandes de documents impossibles à satisfaire. Beaucoup se retrouvent dans des situations financières impossibles.

C'est d'autant plus scandaleux que La Poste ne paye pas les cotisations chômage et se les met donc dans la poche en ne payant pas les allocations.

Plusieurs anciens collègues ont lancé une action de groupe en justice pour faire valoir leur droit. Ils ont bien raison de ne pas se laisser voler et ont tout notre soutien.

## **Pas question de payer pour aller bosser**

À La Poste, nous sommes nombreux à devoir aller au travail en voiture. Parce qu'à l'heure où l'on commence, les transports en commun n'ont pas encore démarré. Et parce que quand on compare les loyers à nos salaires, il faut souvent se résoudre à habiter loin du travail. La montée en flèche des prix du carburant devient donc un sérieux problème.

Quand le carburant était à 1,5 euros le litre, c'était déjà serré, mais avec les prix à la pompe à 2,1 euros ou plus, cela va devenir impossible. Les salaires doivent suivre !

## **Bien dit, Philippe Poutou !**

À propos de la prise en charge de 15 centimes par litre promise par le Premier ministre, Philippe Poutou a déclaré dimanche matin sur BFM : « *il faudrait a minima bloquer les prix. Là Total a déclaré plus de 15 milliards de bénéfiques. À quel moment on fait un impôt exceptionnel, à quel moment on reprend l'argent chez les riches pour le redistribuer à la population, et à quel moment on discute sérieusement de l'augmentation des revenus ?* »

Faire payer les capitalistes : une nécessité vitale, qui ne sera obtenue que par nos luttes !

## **Il y a 60 ans, l'indépendance de l'Algérie**

Le 18 mars 1962, l'impérialisme français signait les accords d'Évian avec le FLN et achevait la guerre d'Algérie. Confronté à la contestation intérieure et surtout à la résistance de la population algérienne, le gouvernement français a bien dû céder. De Gaulle préféra négocier l'indépendance de l'Algérie... mais en marchandant la préservation des intérêts économiques de la France.

La détermination du peuple algérien a fini par porter ses fruits. Mais si le compromis de 1962 mettait fin à la colonisation, il ne levait pas la domination économique de la France sur l'Algérie.

## **Un petit geste qui compte**

En déplacement dans le Tarn-et-Garonne samedi, Zemmour a reçu un œuf sur la tête... mais surtout la colère d'un agriculteur de 70 ans, père d'un enfant autiste, choqué comme bien d'autres par les propos du candidat d'extrême droite sur « *l'obsession de l'inclusion* » des enfants handicapés.

Immédiatement arrêté, le brave homme n'écopera finalement que d'un stage de citoyenneté pour son geste.

Si ce raciste se prenait un œuf à chacune de ses déclarations rétrogrades et haineuses, la filière serait prospère !




## **L'uberisation en procès**


Deliveroo et trois de ses responsables sont actuellement poursuivis pour « travail dissimulé ». Au procès, de nombreux livreurs témoignent des horaires démentiels et de la pression mise par le système de classement pour choisir ses horaires, ou encore du traitement des accidents du travail, dont Deliveroo se lave les mains.

Même les témoins supposés en faveur de Deliveroo en disent long : l'un a travaillé 69 heures par semaine sans vacances ni week-end pour payer ses études, heureux de « travailler plus pour gagner plus », l'autre a reconnu avoir dû interrompre ses vacances avant terme après un rappel à l'ordre de Deliveroo.

Une drôle « d'indépendance », qui ressemble surtout à de la surexploitation.

[www.convergencesrevolutionnaires.org](http://www.convergencesrevolutionnaires.org)

   @npaetincelle

 @convergencesrevolutionnaires

